



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 9 avril 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

La Presse Canadienne, 9 avril 2009 - Le taux de chômage a augmenté de 0,3 point en mars pour atteindre 8 pour cent

Le taux de chômage a atteint son niveau le plus élevé en sept ans le mois dernier au Canada. Il a augmenté de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois de février pour s'établir à 8 pour cent.

L'emploi a fléchi de 61 300 en mars au pays. Statistique Canada précise que toute la baisse est survenue dans le travail à temps plein. Le repli de l'emploi s'est concentré dans le secteur de la production des biens. Des baisses importantes ont été observées dans la fabrication, la construction, ainsi que dans les ressources naturelles.

Les reculs les plus marqués de l'emploi ont été notés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario.

L'emploi en Ontario a connu un recul de 11 000 en mars. Le taux de chômage y est toutefois resté inchangé, se situant à 8,7 pour cent.

Au Québec, l'emploi a peu varié en mars. Le taux de chômage y a tout de même augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 8,3 pour cent, en raison de l'augmentation du nombre de personnes sur le marché du travail.

Au Nouveau-Brunswick, le taux de chômage a augmenté de 0,7 point. Il a atteint 9,5 pour cent.

Les Affaires, 9 avril 2009 - Le taux de chômage par province

Le taux de chômage s'élevait à 8 pour cent en mars au Canada. Voici le taux pour les provinces du pays. Le taux du mois précédent figure entre parenthèses.

- Terre-Neuve-et-Labrador 14,7 (15,1)
- Ile-du-Prince-Edouard 11,5 (12,3)
- Nouvelle-Ecosse 8,9 (8,8)
- Nouveau-Brunswick 9,5 (8,8)
- Québec 8,3 (7,9)
- Ontario 8,7 (8,7)
- Manitoba 5,1 (4,8)
- Saskatchewan 4,7 (4,7)
- Alberta 5,8 (5,4)
- Colombie-Britannique 7,4 (6,7)

Les Affaires, 9 avril 2009 - Le taux de chômage par ville

Le taux de chômage s'élevait à 8 pour cent en mars au Canada. Voici le taux pour les grandes villes du pays. Le taux du mois précédent figure entre parenthèses.

- Saint-Jean, T.-N.-L. 7,4 (7,4)
- Halifax 6,0 (5,9)
- Saint-Jean, N.-B. 6,3 (6,4)
- Saguenay 9,3 (8,9)
- Québec 4,0 (3,9)
- Trois-Rivières 9,0 (8,0)
- Sherbrooke 6,6 (6,4)
- Montréal 8,6 (8,1)
- Gatineau 6,0 (5,6)
- Ottawa 4,9 (4,6)
- Kingston 5,5 (5,0)
- Toronto 8,8 (8,3)
- Hamilton 8,8 (8,4)
- Kitchener 9,6 (9,1)
- London 8,9 (8,4)
- Oshawa 8,3 (8,2)
- St. Catharines-Niagara 9,6 (9,5)
- Sudbury 7,9 (6,9)
- Thunder Bay 7,9 (7,6)
- Windsor 13,7 (12,6)
- Winnipeg 4,9 (4,7)

- Regina 3,9 (3,7)
- Saskatoon 4,8 (4,6)
- Calgary 5,5 (4,7)
- Edmonton 4,9 (4,4)
- Abbotsford 6,9 (6,2)
- Vancouver 6,1 (5,5)
- Victoria 5,4 (4,7)

Cyberpresse, 9 avril 2009 - Le chômage grimpe à un sommet de sept ans

Le Canada a perdu 61 300 emplois en mars, ce qui a fait grimper le taux de chômage de 0,3 point à 8%, son niveau le plus élevé en sept ans.

C'est ce qu'a annoncé Statistique Canada jeudi. Les analystes s'attendaient à des pertes de quelque 55 000 à 60 000 emplois et à une hausse du chômage à 8%, après une saignée de 82 600 postes le mois précédent.

Depuis le sommet atteint en octobre 2008, 357 000 emplois ont disparu, indique Statistique Canada. En pourcentage, il s'agit de la plus forte baisse au cours d'une période de cinq mois depuis la récession de 1982, précise l'agence.

Les emplois perdus en mars sont tous des emplois à plein temps et depuis octobre, l'emploi à temps plein a diminué de 2,8 % (-387 000), tandis que l'emploi à temps partiel a enregistré une légère hausse de 0,9 % (+30 000).

Au mois de mars, le repli de l'emploi s'est concentré dans le secteur de la production des biens, et des baisses importantes ont été observées dans le secteur manufacturier, la construction et les ressources naturelles. Le secteur manufacturier a perdu 34 000 postes en mars.

Congrès du Travail du Canada, 9 avril 2009 - Le carnage de l'élimination d'emplois se poursuit

Le carnage de l'élimination d'emplois se poursuit au Canada et il existe un besoin pressant de réparer le Régime d'assurance-emploi afin qu'il serve à un plus grand nombre de personnes en chômage, selon Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada.

Statistique Canada indique que 61 000 autres emplois ont été éliminés en mars, ce qui porte à 8,0 % le taux de chômage et à 1,45 million le nombre de Canadiens et Canadiennes qui veulent un emploi mais n'arrivent pas à en trouver un.

« Les données sont bouleversantes », déclare M. Georgetti, « mais ce qui nous met vraiment en colère, c'est que le pourcentage des sans-emploi du Canada qui reçoivent des prestations d'a.-e. diminue. »

Selon les données de Statistique Canada les plus récentes dont nous disposons, seuls 42,8 % des sans-emploi du Canada recevaient des prestations d'a.-e. en janvier 2009 alors que 44,4 % des personnes en chômage en recevaient en décembre 2008. « Il ne devrait pas en être ainsi dans les conditions actuelles. Le Régime d'a.-e. n'est pas favorable aux personnes qui y ont cotisé. Nous devons réparer l'a.-e. et y voir dès maintenant. »

M. Georgetti ajoute que l'a.-e. est importante pour les communautés comme pour les individus. « Les personnes en chômage dépensent leur argent dans les magasins et les stations d'essence, pour acheter des vêtements à leurs enfants et pour payer des leçons de sport et de musique. Cet argent permet à la communauté de poursuivre ses activités pendant que les gens cherchent un nouvel emploi. »

Analyse rapide de l'économiste principal Sylvain Schetagne

61 300 emplois ont été éliminés au Canada en mars. En fait, 79 500 emplois à plein temps ont été éliminés mais certains emplois à temps partiel ont été créés le mois dernier.

Nombre des emplois à plein temps perdus depuis octobre 2008 : 386 500.

Nombre de travailleuses et travailleurs canadiens qui ont perdu leur emploi depuis octobre 2008 : 356 500.

Le taux de chômage est passé à 8,0 % (il était de 6,3 % en octobre 2008). Il a rejoint le taux de chômage de décembre 2001, soit d'il y a plus de 7 années.

De nombreux économistes s'attendent que le taux de chômage dépassera 10 % d'ici la fin de 2009 et qu'il friserait les 11 % en 2010. Selon les Perspectives économiques de l'OCDE les plus récentes, le taux de chômage sera de 10,8 % à la fin de 2010.

Le taux de chômage de la plus vaste portée (R8), qui comprend les travailleuses et les travailleurs qui sont découragés de chercher du travail et les personnes travaillant involontairement à temps partiel, est passé de 8,0 % à 11,7 % d'octobre 2008 à février 2009. (Ces données ne sont pas désaisonnalisées mais le « vrai » taux de chômage a également augmenté de façon très marquée par rapport à février 2008.)

Le secteur manufacturier et l'industrie de la construction ont vu diminuer le nombre de leurs emplois le mois dernier. Depuis octobre 2008, 134 000 emplois ont été éliminés dans le secteur manufacturier et 99 000 emplois ont été éliminés dans l'industrie de la construction.

Les hommes de 25 à 54 ans ont essuyé d'importantes pertes d'emplois en mars.

Les travailleurs et les travailleuses de 15 à 24 ans ont vu leur taux de chômage atteindre 14,8 %. Il n'a pas été aussi élevé depuis 1998.

Le Canada comprend actuellement plus de 1 456 600 hommes et femmes en chômage. Cela représente une augmentation de 26,5 % depuis octobre dernier.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : www.congresdutravail.ca

Renseignements : Sylvain Schetagne, économiste 613-526-7412, Dennis Gruending, Communications 613-878-6040

Statistique Canada, 9 avril 2009 - Enquête sur la population active : Mars 2009

L'emploi a fléchi de 61 000 en mars, et toute la baisse est survenue dans le travail à temps plein. Ce repli a fait grimper de 0,3 point de pourcentage le taux de chômage, qui s'est établi à 8,0 %, soit son niveau le plus élevé en sept ans.

Depuis le sommet atteint en octobre 2008, l'emploi a reculé mois après mois, les pertes nettes s'étant chiffrées à 357 000 (-2,1 %). En pourcentage, il s'agit de la plus forte baisse au cours d'une période de cinq mois depuis la récession de 1982.

Depuis octobre, l'emploi à temps plein a diminué de 2,8 % (-387 000), tandis que l'emploi à temps partiel a enregistré une légère hausse de 0,9 % (+30 000).

Les baisses observées en mars se sont manifestées dans un certain nombre de secteurs d'activité, notamment dans ceux de la fabrication, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, de la construction ainsi que dans celui des ressources naturelles. Ces baisses n'ont été que partiellement contrebalancées par la progression de l'emploi dans les «autres services» ainsi que dans les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien.

Note aux lecteurs

Les estimations tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) sont fondées sur un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant de petites régions géographiques ou de petites branches d'activité seront associées à une variabilité plus importante. Pour une explication de la variabilité d'échantillonnage des estimations et de la méthode d'évaluation de cette variabilité à l'aide de l'erreur-type, veuillez consulter la section de la publication *Information sur la population active* (71-001-XWF, gratuite) traitant de la qualité des données.

Les variations dans les salaires horaires moyens sont influencées par des changements dans la composition de la population active canadienne. Par exemple, une baisse de l'emploi dans les professions ou branches d'activités à faible salaire contribuera à l'augmentation du salaire horaire moyen national.

En mars, l'emploi s'est replié dans plusieurs provinces, et les reculs les plus marqués ont été notés en Colombie-Britannique (-23 000), en Alberta (-15 000) et en Ontario (-11 000). Depuis octobre, ces trois provinces ont été celles qui ont aussi enregistré les taux les plus élevés de déclin de l'emploi.

Les baisses de l'emploi survenues en mars se sont réparties entre les hommes du principal groupe d'âge actif (de 25 à 54 ans), les jeunes (de 15 à 24 ans), et les femmes de 55 ans et plus. Depuis le début du mouvement de recul en octobre, le nombre d'hommes du principal groupe d'âge actif occupant un emploi a chuté de 3,1 %, soit la plus forte baisse sur cinq mois depuis 33 ans.

En mars, le salaire horaire moyen a augmenté de 4,3 % par rapport au taux enregistré un an plus tôt.

Le secteur de la fabrication continue de perdre du terrain

En mars, le repli de l'emploi s'est concentré dans le secteur de la production des biens, et des baisses importantes ont été observées dans la fabrication, la construction ainsi que dans les ressources naturelles.

L'emploi dans le secteur de la fabrication a diminué de 34 000 en mars. Parmi les grands secteurs d'activité, c'est celui de la fabrication qui a perdu le plus de travailleurs depuis octobre (-134 000 ou -6,8 %). Ces pertes se sont surtout manifestées dans les industries de la fabrication des produits métalliques et de la première transformation des métaux, des véhicules automobiles, des carrosseries et des pièces ainsi que dans celle des produits en bois.

L'emploi dans la construction a également accusé un déclin en mars (-18 000), soit la troisième baisse marquée en quatre mois. En pourcentage, ce secteur, qui avait affiché la plus forte croissance de l'emploi de janvier à octobre 2008, a été celui qui a enregistré depuis le repli le plus marqué. L'emploi dans ce secteur a diminué de 99 000 (-7,9 %) depuis octobre 2008, les baisses les plus importantes ayant été notées en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Ces provinces sont aussi celles qui ont connu les plus fortes diminutions au chapitre des mises en chantier résidentielles et des permis de bâtir selon les plus récentes estimations sur 12 mois.

Pour un deuxième mois consécutif, l'emploi dans les ressources naturelles a fléchi, en baisse de 11 000 en mars. Le recul le plus important est survenu en Alberta, principalement dans l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Dans le secteur des services, l'emploi dans le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location a diminué de 20 000 en mars. Par ailleurs, le secteur de l'hébergement et des services de restauration a également fléchi (-15 000). Ces baisses ont été neutralisées par des

hausse de l'emploi dans les «autres services» (+23 000) et dans les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien (+13 000) en mars.

Tout le déclin de l'emploi en mars est survenu chez les employés du secteur privé (-68 000). Depuis octobre, l'emploi a reculé chez les employés du secteur privé (-2,5 %) et du secteur public (-2,3 %), tandis qu'il a peu bougé chez les travailleurs indépendants (-0,1 %).

L'emploi fléchit dans plusieurs provinces

En mars, l'emploi a fléchi de 23 000 en Colombie-Britannique. Ce repli porte à 69 000 (-3,0 %) les pertes totales depuis octobre 2008, principalement dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Au cours de la même période, le taux de chômage en Colombie-Britannique a bondi de 2,2 points de pourcentage pour se fixer à 7,4 % en mars.

Après la baisse importante observée en février, l'emploi en Alberta a reculé de nouveau en mars (-15 000), si bien que le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 5,8 %. Depuis octobre, l'emploi a chuté de 48 000 (-2,4 %), surtout dans le secteur de production des biens.

L'emploi s'est aussi replié au Manitoba en mars (-4 000), de sorte que le taux de chômage a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour se fixer à 5,1 %.

En mars, le nombre de travailleurs a diminué de 3 000 en Saskatchewan. Malgré ce déclin mensuel, l'emploi dans la province est inchangé comparativement à octobre 2008. Le taux de chômage, qui se situait à 4,7 % en mars, est en hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport à octobre.

En dépit de l'augmentation de leurs taux de chômage, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta continuent de profiter des taux de chômage les plus faibles au pays.

L'emploi en Ontario a connu un léger recul de 11 000 en mars. Depuis octobre, les baisses de l'emploi se sont chiffrées à 171 000 (-2,5 %), principalement dans le travail à temps plein. Bien que le taux de chômage soit resté inchangé en mars, se situant à 8,7 %, il a augmenté de 2,0 points de pourcentage depuis octobre, soit une progression comparable à celles observées en Colombie-Britannique et en Alberta.

Au Québec, si l'emploi a peu varié en mars, le taux de chômage a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 8,3 %, en raison de l'augmentation du nombre de personnes sur le marché du travail. L'emploi a diminué de 55 000 (-1,4 %) depuis octobre, et le taux de chômage s'est accru de 1,1 point de pourcentage.

La Nouvelle-Écosse a été la seule autre province à enregistrer une baisse appréciable de l'emploi en mars (-3 000).

Les pertes se poursuivent chez les hommes âgés de 25 à 54 ans et chez les jeunes

En mars, l'emploi a fléchi de 26 000 chez les hommes âgés de 25 à 54 ans, et le taux de chômage de ce groupe a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 7,7 %. Depuis le début du déclin

en octobre, le taux de chômage de ce groupe a grimpé de 2,2 points de pourcentage, et le recul de l'emploi s'est chiffré à 197 000, soit la plus forte baisse sur cinq mois observée en 33 ans. Par contre, les baisses de l'emploi depuis octobre ont été moins prononcées (-39 000) chez les femmes âgées de 25 à 54 ans, et le taux de chômage de ce groupe a augmenté de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 5,7 %.

Les jeunes de 15 à 24 ans ont, eux aussi, connu un recul de l'emploi en mars (-19 000). Cette baisse a porté le taux de chômage de ce groupe à 14,8 %, soit son niveau le plus élevé en 11 ans. Depuis octobre, l'emploi chez les jeunes a diminué de 122 000, et le taux de chômage de ce groupe a grimpé de 2,6 points de pourcentage.

Après avoir progressé en février, l'emploi a baissé de 13 000 chez les femmes de 55 ans et plus en mars. Il s'agit du seul groupe démographique à enregistrer une croissance de l'emploi (+9 000) depuis le début du mouvement de repli en octobre 2008.

La Presse, 9 avril 2009 - Les travailleurs ne chômeront pas

Malgré le déclin enregistré dans les mises en chantier résidentielles et commerciales au cours du premier trimestre de 2009, les travailleurs de la construction continueront d'avoir de l'ouvrage. Même que 10 000 nouveaux travailleurs devraient faire leur entrée dans le domaine cette année.

L'an dernier, les travailleurs de la construction au Québec ont travaillé 137 millions d'heures, dont plus de la moitié, soit 60% du volume, dans la grande région de Montréal. Il s'agissait d'une hausse de 9% par rapport à 2007. Avec 30 millions d'heures consacrées à des constructions résidentielles et 70 millions au commercial, la Commission de la construction de Québec (CCQ), organisme responsable de l'application de la Loi sur les relations de travail, estime que les travailleurs vont bien s'en tirer.

"On anticipe une baisse des heures travaillées de 4% en 2009, explique André Martin, porte-parole de la CCQ. Et une baisse de 14% dans le résidentiel. Ce n'est pas catastrophique parce qu'on prévoit, en contrepartie, une hausse de 10% dans le secteur institutionnel. La construction liée aux infrastructures est aussi en hausse."

Il y a quelques semaines, dans un Salon de l'emploi montréalais, André Martin raconte avoir accueilli des travailleurs de la construction de l'Ouest désireux de revenir au Québec à cause de la fin du boom dans les sables bitumineux de l'Alberta.

Sara Champagne

La Tribune, 8 avril 2009 - Assurance-emploi : Ouellet veut faire supprimer les deux

semaines d'attente

Le député bloquiste de Brome-Missisquoi, Christian Ouellet, continue de dénoncer les délais d'appauvrissement que doivent subir ceux qui se retrouvent au chômage, mais il ne perd pas espoir de faire corriger la situation par le gouvernement conservateur.

Les délais imposés aux chômeurs pour toucher leurs chèques d'assurance-emploi sont tels que "certains se retrouvent à la banque alimentaire", observe le député du Bloc québécois. "Ils n'ont pas tous une carte de crédit sur laquelle ils se sont endettés à des taux d'intérêt élevés avant d'avoir leurs prestations!"

"À Magog en 2007 ils étaient 900 à la Banque alimentaire, et depuis le début de l'année ils ont dépassé les 1100 personnes", précise son adjoint Michel Breton.

Dans les faits, les chômeurs ont un délai de carence de deux semaines avant de toucher leurs prestations d'assurance-emploi, et ils doivent attendre parfois 55 jours pour toucher un premier chèque. Ce qui plus est, la zone de Magog avait été ciblée dans un projet pilote où ont accordait 45 semaines de prestations aux chômeurs, et voilà que la période a été ramenée à 43 semaines.

"Pourquoi est-ce si long à l'assurance-emploi, quand pour d'autres ministères on peut obtenir un visa en trois jours ou un passeport en moins de deux semaines? Avec l'informatique, une demande de prestation pourrait être traitée pour acceptation provisoire en quelques heures et un chèque émis dans une semaine", commente M. Ouellet.

Au début de mars, le député Christian Ouellet a déposé un projet de loi visant à abolir le délai de carence de deux semaines avant de toucher des prestations, dans un effort des 49 députés du Bloc québécois d'assouplir les règles, particulièrement dans le contexte actuel.

"Le projet sera rendu en deuxième lecture au parlement d'Ottawa le 30 avril, puis il y aura vote dans les premiers jours de mai, après quoi un comité l'examinera. Deux à trois semaines plus tard, il reviendra en troisième lecture pour son adoption. On pense qu'on est bien placés pour qu'il soit adopté", fait valoir M. Ouellet.

Entre temps, le député du Bloc a lancé une pétition d'appui à son projet de loi. Elle peut être signée à ses bureaux de circonscription.

Le Québec ferait mieux

Le député Ouellet était accompagné de la députée Vivian Barbot, nouvelle vice-présidente du Bloc québécois, pour faire avancer ce dossier.

"Un Québec souverain n'échapperait pas à la crise économique mondiale", note Mme Barbot, "mais s'il était un pays indépendant, il aurait fait des choix différents qui permettraient de mieux s'en sortir".

Par exemple, ajoute-t-elle, "un Québec souverain n'aurait pas eu à négocier pendant deux ans avec Ottawa pour les investissements en infrastructure. Les chantiers seraient déjà en route".
"C'est notre argent. Ce sont nos taxes", rappelle M. Ouellet.

Albert Bérubé

La Presse, 7 avril 2009 - États-Unis : Perspectives sinistres pour des milliers de chômeurs

Dans les semaines et les mois à venir, des centaines de milliers d'Américains sans emploi auront épuisé leur droit aux allocations de chômage alors qu'il n'a jamais été aussi difficile de trouver un travail aux États-Unis.

Ces allocations sont généralement versées pendant 26 semaines, à raison de 350\$US en moyenne par semaine. L'an dernier, le Congrès a étendu à deux reprises la période de paiement des allocations, prolongeant leur versement jusqu'à 59 semaines dans les États les plus touchés par le chômage. Mais à l'heure où la récession traîne en longueur, une vague de salariés licenciés au début de l'an passé ne va plus en bénéficier.

D'après Wayne Vroman, économiste à l'Urban Institute, quelque 700 000 personnes dont les allocations ont été prolongées pourraient arriver en fin de droits d'ici le second semestre de 2009.

Certains vont trouver un nouveau travail, mais les perspectives sont sombres: les licenciements devraient se poursuivre et nombre d'économistes s'attendent à ce que le taux de chômage, qui s'élève déjà à 8,5% - son plus haut niveau depuis un quart de siècle -, n'atteigne la barre des 10% avant la fin de l'année. "Cela va être un problème énorme", prévient Wayne Vroman.

En mars, 663 000 postes ont été supprimés dans le pays et, depuis l'entrée des États-Unis en récession au mois de décembre 2007, un total de 5,1 millions d'emplois ont été perdus. Si la crise se prolonge en mai, il s'agira de la plus longue récession depuis la Grande Dépression des années 30.

Les Américains dont les allocations de chômage arrivent à leur terme comptent les jours, prennent des petits boulots et s'inquiètent de l'avenir. "Ma plus grande peur est que nous perdions la maison", explique Hernan Alvarez, 54 ans, ouvrier du bâtiment d'Orlando, en Floride, qui a perdu son emploi en juillet et dont les allocations doivent prendre fin dans quatre semaines. "La seule chose que je peux faire, c'est continuer à chercher du travail et espérer que demain sera mieux qu'aujourd'hui."

Près d'un quart des chômeurs étaient sans emploi depuis six mois ou plus en mars, soit la proportion la plus élevée depuis la récession de 1981-1982. Et la situation devrait empirer: les employeurs demeurent réticents à embaucher plusieurs mois après la fin officielle d'une récession. Lors des récessions de 1990-1991 et de 2001, le taux de chômage culminait plus d'un an après le

début de la reprise.

Marié et père de quatre enfants, Sterling Long est pourtant prêt à saisir tout emploi proposé pour subvenir aux besoins de sa famille. Cet habitant de Pittsburgh, âgé de 40 ans, a enchaîné les petits boulots depuis son licenciement d'une entreprise de plomberie en mars 2008. Il appréhende l'expiration de ses allocations de chômage en avril.

"Je travaillerai chez McDonald's, dit-il. Je n'ai aucune fierté tant que les personnes dans cette maison mangent et ont de l'eau chaude..."

À l'image de nombreux chômeurs de longue durée, Sterling Long a cherché à élargir son champ de compétence. Trois mois durant, il a consacré ses week-ends à travailler pour décrocher un permis de chauffeur. Cela l'a amené à charger des marchandises pendant deux mois dans l'entrepôt d'un supermarché. Depuis, plus rien.

D'après des experts, des coupons d'alimentation et d'autres programmes sociaux permettent partiellement d'aider les allocataires en fin de droits. Certains acceptent aussi des petits boulots s'ils en trouvent, observe Rebecca Blank, économiste à la Brookings Institution.

Christopher Rugaber

Les Affaires, 6 avril 2009 - Un taux de chômage de 9,5% prévu en 2010 au Canada

Le Conference Board du Canada se montre pessimiste quant à la situation de l'emploi au Canada en 2009 et 2010, affirmant que l'économie du pays «était tombée dans un gouffre» au cours des trois premiers mois de l'année.

Au cours d'une rencontre tenue à Calgary, lundi, le directeur des prévisions nationale et provinciales de l'organisme, Pedro Antunes, a prédit que le taux de chômage continuerait de grimper en 2009 et atteindrait 9,5% au milieu de 2010.

Le Conference Board estime que l'économie canadienne s'est comprimée de sept% au cours du premier trimestre de 2009, a dit M. Antunes.

La décroissance va ralentir au courant de l'année, ce qui entraînera un recul de 1,7% de l'économie pour tout 2009.

Statistique Canada a rapporté, la semaine dernière, que le produit intérieur brut (PIB) avait diminué de 0,7% en janvier, ce qui a mené les économistes à prédire une baisse de sept ou de huit% pour tout le premier trimestre.

L'OCDE avait estimé que la baisse du PIB atteindrait trois% au Canada en 2009, ajoutant que le

taux de chômage grimperait à 10,5% l'an prochain.

Selon M. Antunes, les secteurs de la construction et manufacturier seront les plus touchés par les pertes d'emplois, une mauvaise nouvelle pour l'Ontario et l'Alberta.

Toutefois, le programme de 12 milliards de dollars en infrastructure du gouvernement fédéral représente un espoir, même si les projets ne seront pas entrepris d'ici la fin de l'année ou même au début de l'année prochaine.

AP, 6 avril 2009 - Etats-Unis: perspectives sinistres pour des milliers de chômeurs en fin de droits

Dans les semaines et les mois à venir, des centaines de milliers d'Américains sans emploi auront épuisé leur droit aux allocations chômage alors qu'il n'a jamais été aussi difficile de trouver un travail aux Etats-Unis.

Les allocations chômage sont généralement versées pendant 26 semaines, à raison de 350 dollars en moyenne par semaine. L'an dernier, le Congrès a étendu à deux reprises la période de paiement des allocations, prolongeant leur versement jusqu'à 59 semaines dans les Etats les plus touchés par le chômage. Mais à l'heure où la récession traîne en longueur, une vague de salariés licenciés au début de l'an passé ne va plus en bénéficier.

D'après Wayne Vroman, économiste à l'Urban Institute, quelque 700.000 personnes dont les allocations été prolongées pourraient arriver en fin de droits d'ici le second semestre 2009.

Certains vont trouver un nouveau travail mais les perspectives sont sombres: les licenciements devraient se poursuivre et nombre d'économistes s'attendent à ce que le taux de chômage, qui s'élève déjà à 8,5% -son plus haut niveau depuis un quart de siècle-, n'atteigne la barre des 10% avant la fin de l'année. "Cela va être un problème énorme", prévient Wayne Vroman.

En mars, 663.000 postes ont été supprimés dans le pays et, depuis l'entrée des Etats-Unis en récession au mois de décembre 2007, un total de 5,1 millions d'emplois ont été détruits. Si la crise se prolonge en mai, il s'agira de la plus longue récession depuis la Grande Dépression des années 1930.

Les Américains dont les allocations chômage arrivent à leur terme comptent les jours, prennent des petits boulots et s'inquiètent de l'avenir. "Ma plus grande peur est que nous perdions la maison", explique Hernan Alvarez, 54 ans, un ouvrier du bâtiment d'Orlando (Floride) qui a perdu son emploi en juillet et dont les allocations doivent prendre fin dans quatre semaines. "La seule chose que je peux faire, c'est continuer à chercher du travail et espérer que demain sera mieux qu'aujourd'hui."

Près d'un quart des chômeurs étaient sans emploi depuis six mois ou plus en mars, soit la proportion la plus élevée depuis la récession de 1981-82. Et la situation devrait empirer: les employeurs demeurent réticents à embaucher plusieurs mois après la fin officielle d'une récession. Lors des récessions de 1990-91 et de 2001, le taux de chômage culminait plus d'un an après le début de la reprise.

Marié et père de quatre enfants, Sterling Long est pourtant prêt à saisir tout emploi proposé pour subvenir aux besoins de sa famille. Cet habitant de Pittsburgh, âgé de 40 ans, a enchaîné les petits boulots depuis son licenciement d'une entreprise de plomberie en mars 2008. Il appréhende l'expiration de ses allocations chômage en avril.

"Je travaillerai chez McDonald's", dit-il. "Je n'ai aucune fierté tant que les personnes dans cette maison mangent et ont de l'eau chaude..."

A l'image de nombreux chômeurs de longue durée, Sterling Long a cherché à élargir son champ de compétence. Trois mois durant, il a consacré ses week-ends à travailler pour décrocher un permis de chauffeur. Cela l'a amené à charger des marchandises pendant deux mois dans l'entrepôt d'un supermarché. Depuis, plus rien.

D'après des experts, des coupons d'alimentation et d'autres programmes sociaux permettent partiellement d'aider les allocataires en fin de droits. Certains acceptent aussi des petits boulots s'ils en trouvent, observe Rebecca Blank, économiste à la Brookings Institution.

Ainsi, Rainie Uselton, 39 ans, licenciée l'an dernier d'un restaurant, qui s'occupe aujourd'hui d'une amie de sa mère à temps partiel en échange d'un repas, d'un abonnement pour les transports et de 50 dollars par semaine. Grâce à cette somme, elle espère payer les réparations de sa voiture avant la fin de ses allocations chômage dans quatre semaines. "S'endormir prend un peu plus de temps à cause de tous les scénarios" qui tournent "dans votre tête", confie cette habitante de Pittsburgh.

Le chômage est si élevé dans certains Etats que des allocations supplémentaires sont versées, permettant à des personnes qui n'en auraient plus eu droit de pouvoir respirer un peu. En vertu d'une législation fédérale, les Etats où le chômage est jugé particulièrement aigu doivent verser des allocations pendant 13 à 20 semaines supplémentaires. Une mesure déjà entrée en vigueur dans 18 Etats, soit deux fois plus qu'au cours des deux dernières récessions.

Christopher Rugaber

Le Devoir, 4 avril 2009 - États-Unis : Le chômage bondit à 8,3 %

Les mois se suivent et se ressemblent pour l'emploi aux États-Unis, où l'économie continue de détruire des postes en masse, sans perspective d'amélioration à moyen terme, alors que le chômage est déjà au plus haut depuis 25 ans.

Après quatre mois catastrophiques, la première économie mondiale a détruit encore 663 000 emplois en mars, selon les chiffres publiés hier par le département du Travail, ce qui a fait bondir le chômage de 0,4 point par rapport à février, à 8,5 %, son plus haut niveau depuis 1983.

Le ministère relève que «depuis le début de la récession en décembre 2007, les pertes d'emplois ont atteint 5,1 millions, dont 3,3 millions ont eu lieu simplement au cours des cinq derniers mois».

Par comparaison, le plan de relance promulgué en février par le président américain Barack Obama prévoit de sauver ou créer plus de 3,5 millions d'emplois sur deux ans.

Le chiffre des destructions d'emplois de mars est un peu supérieur aux prévisions des analystes, qui attendaient 658 000 suppressions d'emplois, après 651 000 en février et 741 000 en janvier, du jamais vu depuis 1948.

Sinistrée depuis plus de deux ans, l'industrie a encore perdu 305 000 emplois en mars, tandis que 358 000 postes étaient détruits dans le secteur des services, où travaille environ 85 % de la main-d'oeuvre non agricole américaine.

Le seul secteur ayant créé des emplois est celui de l'éducation et des services de santé (8000 postes).

En visite en Allemagne, M. Obama a estimé que ces chiffres démontraient le besoin d'une action économique des gouvernements à l'échelle mondiale. «Si nous n'agissons pas de manière concertée, nous ferons faillite collectivement», a-t-il dit.

Le chômage étant généralement un indicateur «retardé», c'est-à-dire qu'il suit la conjoncture plus qu'il ne l'annonce, les chiffres d'hier ne remettent pas totalement en cause les quelques lueurs d'espoir suscitées depuis trois semaines par quelques statistiques, comme celle ayant témoigné d'une résistance de la consommation des ménages.

«Néanmoins, fait remarquer Paul Ferley, de RBC Economics, il faudra que la faiblesse de l'emploi s'estompe afin de soutenir une croissance des dépenses de consommation jusqu'à la fin de l'année.»

Dans ses dernières prévisions publiées en février, la Réserve fédérale (Fed) tablait sur un chômage compris entre 8,5 % et 8,8 % en 2009, mais au rythme où vont les choses, plusieurs analystes estiment qu'on ne pourra éviter un chômage à deux chiffres en 2010, et certainement au-dessus de 9 % cette année.

Le nombre des chômeurs aux États-Unis atteint désormais 13,2 millions, selon le décompte officiel du ministère. À cela s'ajoutent plus de 5,5 millions de personnes disant vouloir trouver un emploi mais non comptabilisées. Et 9,3 millions de personnes sont contraintes de travailler à temps partiel contre leur gré du fait de la conjoncture économique, selon le ministère.

Pour Aaron Smith et Ryan Sweet, économistes de Moody's Economy.com, la réponse des autorités de Washington à la crise «devrait mettre fin à la récession d'ici à la fin de l'année, mais la suite dépendra de la capacité de l'économie à cesser l'hémorragie de l'emploi».

Sur ce point, l'économiste indépendant Joel Naroff est plutôt optimiste. D'après lui, les entreprises ont déjà fortement réduit leurs dépenses de personnel en prenant en compte la perspective d'une récession longue. Il compte toujours que les «suppressions d'emploi vont ralentir fortement» au printemps ou à l'été.

Marc Jourdier